



NOTE

Ukraine : la guerre de Vladimir Poutine pour changer le monde

Par Michel Duclos, Conseiller spécial - Géopolitique, ancien ambassadeur

À l'issue de son long entretien au Kremlin avec Vladimir Poutine le 7 février dernier, le Président Macron a confié qu'il avait trouvé son homologue "changé". Poutine paraissait enfermé dans le passé, ressassant toujours les mêmes griefs, peu intéressé par d'éventuelles solutions pour sortir de la crise qu'il avait lui-même déclenchée autour de l'Ukraine quelques semaines plus tôt.

Les deux hommes ne s'étaient pas rencontrés depuis décembre 2019. **Que s'est-il passé entre les deux dates pour expliquer ce "changement" ?** De nombreux observateurs développent la thèse d'un isolement croissant du dirigeant russe, dû simplement à la situation sanitaire ; c'est par exemple ce qu'indique un excellent connaisseur des arcanes du pouvoir russe, Michael Zygar, dans un article du *New York Times* au titre en lui-même révélateur : *How Vladimir Putin lost Interest in the Present*. Le Président russe aurait cessé pendant cette période de voir la plupart de ses confidents et collaborateurs. Il se serait enfermé dans un tête-à-tête avec Yuri Kovalchuk, un ami de toujours devenu l'homme le plus influent de son entourage, à la fois oligarque et idéologue, professant selon Michael Zygar un "mélange de mysticisme orthodoxe, de complotisme anti-américain et d'hédonisme".

Auteur d'un livre très informé sur la Russie, Ben Judah évoque de son côté, dans une interview au Figaro l'"itinéraire intellectuel" qu'aurait parcouru le chef du Kremlin dans son confinement prolongé. Son article de juillet 2021 sur l'unité des peuples ukrainiens et russes serait un reflet d'une rumination intense sur son propre rôle dans l'Histoire comparé à Pierre le Grand et Catherine II, Alexandre Ier et Nicolas Ier. De fait, si la négation de la nation ukrainienne constitue un leitmotiv ancien dans les propos de Vladimir Poutine, il semble que la crise du Covid-19 ait correspondu en effet chez lui à la cristallisation d'une mystique néo-impérialiste dans laquelle se retrouvent la nostalgie de la grandeur de l'URSS, des pulsions ethno-nationalistes et une lecture révisionniste de l'Histoire.

Selon d'autres observateurs, l'isolement rigoureux que Vladimir Poutine s'est dans une large mesure infligé à lui-même dénoterait un élément pathologique, sur le plan psychologique avec une phobie du virus spectaculaire (cf. le "syndrome de la longue table"), peut-être même sur le plan physique si l'on fait l'hypothèse que cette hantise du virus résulte d'un état immunodéprimé du chef du Kremlin. Ce dernier élément pourrait expliquer la vision particulièrement sombre de l'interlocuteur d'Emmanuel Macron.

Nous ne nous prononcerons pas sur ces différents points. Au demeurant, dans la pratique diplomatique, la prise en compte de l'équation personnelle est impérative et pourtant difficile à manier. Un dirigeant est en effet toujours le produit de facteurs structurels autant qu'il influence le système dans lequel il opère. C'est donc d'abord la politique menée par Vladimir Poutine qu'il faut examiner, avant de s'interroger sur l'évolution éventuelle de sa personnalité. Dans cette note, nous partirons de l'idée suivante : si le Vladimir Poutine de 2022 est animé par des réflexes qui n'ont pas changé depuis sa formation dans le KGB des années 1970 puis à la mairie de Saint-Pétersbourg dans les années 1990, une analyse pragmatique de son action sur deux décennies invite à distinguer plusieurs phases dans sa relation à l'Occident.

Un opérateur au Kremlin nommé Vladimir Poutine

Une des raisons de faire preuve de prudence dans le recours aux explications psychologisantes en politique internationale vient de ce que les personnages parvenus au faite du pouvoir, surtout dans des systèmes autoritaires, pratiquent rarement la candeur et la sincérité dans leurs rapports avec les autres. La capacité de Vladimir Poutine à dissimuler sa vraie personnalité aurait été la clef, selon Arkady Ostrovsky, cité par Quentin Peel dans son portrait du Président russe pour l'Institut Montaigne, de son accession au pouvoir : *"Il était censé correspondre à l'image de l'homme fort mais pas à sa réalité. C'est du moins ainsi qu'il a été vendu à Eltsine"*.

Angela Merkel disait de Vladimir Poutine qu'il *"vivait dans un autre monde"*, notamment parce que chez lui alternaient la séduction, la brutalité et une capacité de mensonge illimitée. On retrouvera la citation exacte dans le long portrait que Roger Cohen consacre à Vladimir Poutine dans le *New York Times*. Cet article commence par une évocation du Poutine des débuts, celui qui proclame sa foi dans la démocratie et les droits de l'Homme en allemand devant le Bundestag en 2001 ou qui appelle le Président Bush junior pour lui proposer son aide après l'attentat contre les tours jumelles de New York. À la même époque, le même Vladimir Poutine, parvenu au pouvoir dans des conditions douteuses, n'hésitait pas à mener une guerre atroce en Tchétchénie et avait commencé à s'en prendre systématiquement aux libertés acquises par les Russes dans les années 90. L'un de ses premiers gestes en arrivant au pouvoir est de reprendre le contrôle des grands médias de masse. Ce sera le même chef du Kremlin qui, par la suite, allait raser Alep comme il avait rasé Grozny, ou qui accepte, s'il ne les commande pas, les assassinats d'Anna Politkovskaïa et de Boris Nemtsov, de Sergei Skripal au Royaume-Uni ou d'un opposant tchétchène au cœur de Berlin, ainsi que de tant d'autres.

Les biographies récentes de Vladimir Poutine mettent en exergue ses liens avec la mafia, noués auprès du maire de Saint-Pétersbourg dans les années 1990, ou encore son choix de faire de la kleptocratie un pilier du système de pouvoir qu'il a bâti. Un détail devrait troubler les observateurs : on nous dit que Vladimir Poutine, au faite de sa carrière, aurait regardé en boucle les vidéos de la fin infamante du colonel Kadhafi, comme s'il s'identifiait au dictateur libyen. **Même en faisant la part de la paranoïa classique d'un ancien guédiste à l'égard des desseins maléfiques des Américains, n'est-ce pas étrange pour le chef d'État d'un aussi grand pays que la Russie, bénéficiant d'une légitimité constitutionnelle, de s'identifier à un dictateur de troisième zone à l'esprit plus ou moins dérangé ?**

En toute hypothèse, s'il y a eu évolution de la personnalité de Vladimir Poutine, il y a bien chez lui une continuité dans la violence et le mensonge typiques du moule soviétique.

S'agissant du rapport à l'Occident, un facteur générationnel doit être pris en compte. **Pour la génération des élites russes des années 1990, puis d'une bonne partie de la première décennie du XXI^{ème} siècle, il n'y avait tout simplement pas d'autre horizon que de**

rejoindre le monde occidental, certes à des conditions et selon des termes qui préservent la spécificité russe, mais sans qu'il n'y ait d'alternative possible à l'Occident. C'est ce qui allait changer au cours des années 2000 au fur et à mesure que la Russie de Vladimir Poutine "se refaisait" si l'on peut dire, grâce notamment à l'évolution du marché du pétrole et à une bonne gestion de l'économie du pays ; puis au cours des années 2010, lorsque la Russie rétablissait sa position internationale et que la Chine entamait sa spectaculaire montée en puissance.

Dans cet ordre d'idée, lorsque Angela Merkel demande à Vladimir Poutine "*quel est votre plus grand regret ?*", il répond "*de vous avoir fait confiance*" (note : dans ce cas "vous" signifie "l'Ouest"). La formule peut faire l'objet de deux interprétations : d'une part, le successeur d'Eltsine fait allusion à la "*trahison*" supposée des Occidentaux par rapport aux "*promesses*" qu'ils auraient faites à Mikhaïl Gorbatchev, sur la non extension de l'OTAN en particulier ; d'autre part, il peut s'agir d'un aveu inconscient des attentes russes passées vis-à-vis de l'Occident : les Russes ont cru dans les années 1990 que les Occidentaux allaient résoudre à leur place les problèmes liés à leur chaos interne ; l'"*humiliation*" dont le discours officiel russe fait étalage en référence à des "*provocations*" répétées des Américains renvoie à la nostalgie de l'empire mais aussi au sentiment éprouvé en effet par beaucoup de Russes au moment de ce nouveau "*temps des troubles*" des années 1990.

Le changement de paradigme du début des années 2010

Dans son article du *New York Times* précité, Roger Cohen bâtit son récit en repérant les inflexions successives qui transforment le dirigeant russe de ses débuts, ouvert à l'Occident, affichant en tout cas sa disponibilité à la coopération, en ce qu'il est devenu aujourd'hui, un dictateur programmant son maintien au pouvoir à vie, ayant rétabli une chape de fer sur sa société, et systématiquement hostile aux desseins occidentaux. Piotr Smolar dans *Le Monde* s'était livré peu avant à un exercice similaire. Sans contredire cette présentation, on proposera que deux moments de ruptures principaux ont en fait marqué l'évolution du rapport de la Russie de Vladimir Poutine à l'Occident.

Un premier changement majeur - ou plutôt un premier "bloc de changements majeurs" - intervient à notre sens en 2011 (Syrie), 2012 (réélection de Vladimir Poutine à la présidence) puis 2014 (Crimée et Donbass).

▪ Le tournant des années 2011-2012

Selon toutes les indications dont nous disposons, Vladimir Poutine, lorsqu'il est réélu Président de la Fédération de Russie en 2012, cesse de s'intéresser à l'économie ; plus aucune réforme n'est faite et la corruption devient de plus en plus prégnante dans le système russe. Surtout, le Président Poutine est profondément mortifié et inquiet des manifestations importantes qui agitent la plupart des villes russes durant l'hiver 2011-2012, à la suite du trucage des élections générales de l'année précédente. Il fait adopter alors les premières mesures contre les "*agents de l'étranger*" qui ne cesseront par la suite de s'alourdir. Sur le plan extérieur, il arrête une stratégie de confrontation avec l'Occident. Il joue une "*repolarisation*" du monde dont on trouve le meilleur exemple dans son attitude dans le dossier syrien. Lorsque l'on enquête sur cet épisode, on voit le Kremlin prendre la décision d'opposer son veto à des résolutions du Conseil de Sécurité correspondant au vœux de la Ligue arabe, contrairement à la doctrine russe à l'ONU qui a toujours été de se mettre dans le sillage des organisations régionales ; alors que l'ambassadeur de Russie à New York, Vitaly Tchourkine, avait approuvé le texte de ces

résolutions dans les concertations préalables, il reçoit *in extremis*, systématiquement, l'ordre d'y opposer son veto au moment de passer au vote.

On invoque souvent, pour expliquer cette attitude, une réaction de la part de Moscou au soutien occidental au printemps arabe. On fera observer que cette explication ne fait que déplacer le problème. Le milieu des *think-tankers* russes, comme le fait Dmitri Trenin dans son livre *What's up for Russia in the Middle East*, relève que les nombreux spécialistes russes du Proche-Orient analysaient les printemps arabes comme résultant de facteurs économiques, sociaux et démographiques. Les "services" faisaient une lecture complotiste, à base d'alliance entre les États-Unis et les islamistes ; c'est cette interprétation que le Kremlin a fait le choix de retenir.

Suggérons que la cause première du tournant de 2011-2012 se trouve donc plutôt dans la crainte d'une poussée démocratique en Russie même, au moment en effet où une poussée du même ordre se manifeste en Égypte et ailleurs au Proche-Orient. C'est sa hantise des "révolutions de couleur" - comme cela avait déjà été le cas en 2004 au moment de la "révolution orange" en Ukraine - qui pousse Vladimir Poutine à "radicaliser" son autoritarisme interne et son opposition à l'Occident. En second lieu - et ce facteur est décisif - il constate que la "repolarisation" qu'il met en œuvre sur le plan international vaut un surcroît de prestige à son pays sans provoquer de sursaut pour autant de la part de l'Amérique. Son rôle dans la crise syrienne permet le grand retour de la Russie sur la scène proche-orientale. Le format des BRICS, habilement monté en épingle par le Ministre Lavrov, offre une cure de jouvence à cette puissance pourtant fourbue qu'est la Russie. Sa dénonciation de la "*trahison*" occidentale sur la Libye fait recette dans la plupart des pays du Sud.

La retenue des Occidentaux dans leur soutien aux rebelles syriens, plus encore la renonciation d'Obama à faire respecter sa "ligne rouge" en août 2013, enfin l'hébétude occidentale après l'intervention russe en Syrie en septembre 2015 achèvent de convaincre Vladimir Poutine qu'il a adopté la stratégie gagnante.

- ***Une dynamique entérinée par l'annexion de la Crimée en 2014***

Entre-temps, il avait fait franchir à cette stratégie un cran supplémentaire en 2014 en procédant à l'annexion de la Crimée et en soutenant les séparatistes du Donbass. Là aussi, son action offensive, la plus audacieuse qu'il ait jamais menée jusqu'alors, fait suite à une nouvelle poussée démocratique, en Ukraine, avec la révolte de Maïdan contre le Président Viktor Ianoukovytch, allié de Moscou. Vladimir Poutine observe que l'annexion de la Crimée est accueillie avec une forme d'indulgence chez les puissances émergentes.

Le constat que nous dressons peut soulever diverses objections. D'autres crises avaient opposé la Russie et les Occidentaux avant le "tournant" de 2011 à 2014. Pourquoi dès lors mettre en relief ce moment particulier plutôt, par exemple, que le discours menaçant de Vladimir Poutine à Munich en 2007 suivi de l'intervention russe en Géorgie en 2008 ? Intervention qui elle-même se situe quatre mois après le sommet de l'OTAN de Bucarest laissant la porte de l'alliance entrouverte à la Géorgie et l'Ukraine ?

Ce qui à notre sens distingue le changement intervenu entre 2011 et 2014, **c'est qu'il marque la date de péremption de la disponibilité russe à coopérer avec l'Ouest**. Après les crises précédentes, des rapports de travail avaient pu être rétablis tant bien que mal entre Moscou et les capitales occidentales ; après le soulèvement syrien début 2011, et plus encore après 2014, cela en sera pratiquement fini de rapports constructifs entre la Russie et l'Occident (une exception : le dossier nucléaire iranien ?). Il y a donc bien changement de paradigme : avant

2011-2012, confrontation et coopération avec l'Occident coexistent ; après 2011-2012, le choix de l'affrontement tous azimuts est perçu par Moscou comme valorisant pour la Russie. C'est par ailleurs lors de la crise ukrainienne de 2014 que le Président Vladimir Poutine - malgré les réticences d'une partie des élites russes - fait franchir une nouvelle étape au resserrement des liens avec la Chine : l'horizon chinois se profile en substitut à l'horizon occidental.

On objectera que notre schéma ne paraît pas prendre en compte ce sujet d'indignation majeure que constitue pour les Russes l'expansion de l'OTAN. Il nous paraît à vrai dire difficile de démêler ce qui, dans cette indignation, relève d'une blessure d'amour-propre (l'expansion de l'OTAN est un marqueur du recul de l'influence russe), d'une préoccupation de sécurité véritable et d'un discours culpabilisateur des Occidentaux à des fins de propagande. L'intégration de nouveaux membres par l'OTAN s'est accompagnée d'une politique d'ouverture à la Russie (partenariat pour la paix en 1994, Acte fondateur OTAN-Russie en 1997, création d'un Conseil OTAN-Russie en 2002) et d'une politique d'autolimitation dans les activités menées par l'Alliance sur le territoire des nouveaux membres. Ainsi, dans l'"Acte fondateur", l'OTAN s'interdit sur son flanc Est l'installation d'armes nucléaires, le déploiement de forces de combat et même l'organisation d'exercices majeurs. Ce n'est par exemple qu'à partir de l'annexion de la Crimée en 2014 que l'OTAN commence à stationner - sur la base de la rotation - des unités dans les pays baltes. Lorsqu'au début 2021, Vladimir Poutine entreprend ses grandes manœuvres autour de l'Ukraine, cela fait de longues années que l'OTAN, affaiblie d'ailleurs par la présidence Trump et s'apprêtant à se tourner vers la menace chinoise, ne s'est pas livrée à de quelconques "provocations" à l'égard de la Russie.

Autrement dit, il ne s'agit pas de nier que les alliés atlantiques ont commis des erreurs vis-à-vis de la Russie, mais en faire un élément explicatif majeur de l'éloignement de Moscou à l'égard de l'Ouest ne correspond pas aux réalités. L'historien Stephen Kotkin - par exemple dans son interview au *New Yorker* - est évidemment fondé de situer le divorce d'aujourd'hui entre la Russie et l'Occident dans une histoire longue, marquée par des ambitions impérialistes russes et la récurrence d'un pouvoir autocratique antinomiques avec des bonnes relations avec l'Europe ou avec les Occidentaux.

La fabrique d'un second changement de paradigme

Le second changement de paradigme - celui que nous vivons actuellement avec la guerre en Ukraine - commence début 2020 par des inflexions de politique intérieure. Comme dans le moment 2011-2014, c'est la politique intérieure qui paraît venir en premier, même si le durcissement touche tous les domaines.

▪ ***Politique intérieure russe et perception de l'Ukraine***

C'est ainsi en mars 2020 que la Douma avalise en quelques heures les amendements à la Constitution permettant le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine jusqu'en 2036. Par la suite, les autorités soumettent cette réforme - un coup d'État constitutionnel évidemment - à un simulacre de vote populaire en juin, à la surprise de beaucoup d'observateurs qui jugent cette opération prématurée compte tenu de la situation sanitaire dans le pays. Une des explications données à cette précipitation des autorités réside à l'époque dans l'inquiétude de celles-ci au vu de l'effritement continu de la popularité de Vladimir Poutine. Son statut de "tsar" post-moderne au-dessus des aléas de la politique que lui avait conféré l'annexion de la Crimée est en voie d'érosion depuis 2018 (annonce d'une réforme des retraites). Il se montre

singulièrement détaché, rien moins que brillant dans la gestion de la crise sanitaire . Dans un article daté de juin, nous nous posons la question : "*une nouvelle aventure extérieure ne constituerait-elle pas un palliatif pour les dirigeants du Kremlin ?*".

L'Ukraine ne quitte pas l'agenda des dirigeants russes. Dans le remarquable documentaire qu'Antoine Vitkine a consacré à "la vengeance de Poutine", on peut revoir le passage d'une interview du Président à la télévision russe déclarant en février 2020 que "*si la Russie et l'Ukraine fusionnaient, cela ferait un puissant rival géopolitique à l'Occident*". Le 9 décembre 2019, Vladimir Poutine avait rencontré Volodymyr Zelenski à l'Élysée. La rencontre s'était notoirement mal passée et il semble que Poutine en ait conçu une hostilité personnelle à l'égard de son homologue de Kyiv. À partir de là, les négociateurs russes pratiqueront l'obstruction systématique dans les discussions du "format Normandie" (Allemagne, France, Russie, Ukraine). Différents témoignages attestent d'ailleurs qu'en août 2019, à Brégançon, Vladimir Poutine discute de différents dossiers - changement climatique, sommet du G20, crises - comme un homme d'État traitant d'une gamme variée de sujets. Un premier changement d'attitude est perceptible lors de la rencontre de l'Élysée - un Vladimir Poutine déjà buté faisant face à la Chancelière allemande et au Président français et affichant son mépris pour Zelenski.

Sur le plan interne, **viendront après le "coup d'État" de mars 2020 toute une série de développements pour ainsi dire hors-norme parmi lesquels nous relèverons : la tentative d'empoisonnement de Navalny puis l'acharnement contre lui après son retour en Russie en janvier 2021 ; l'article de juillet 2021 signé Poutine ; l'interdiction de l'ONG Mémorial en décembre 2021.** L'affaire Navalny a ceci d'extraordinaire qu'elle met en danger, pour des enjeux relativement secondaires, la relation de la Russie avec l'Allemagne, pourtant partenaire-clef pour Moscou en Europe ; elle entraîne inévitablement un durcissement des sanctions européennes. L'article de juillet 2020 sur l'Ukraine et la Russie confirme un enfermement du pouvoir poutinien - il est suivi d'un document encore plus extrémiste de Dmitri Medvedev, l'ancien Premier ministre et ancien Président - dans une thématique nationaliste et révisionniste. Enfin, la suppression de Mémorial est aussi un indice très fort d'un changement de nature du régime russe : elle implique une occultation des crimes du stalinisme pour mieux sacraliser l'idéologie d'un État infaillible, nimbé pour toujours de la gloire de la "Grande Guerre patriotique", devenue elle-même, dans une version réinterprétée, la base de la légitimité du régime.

▪ **Les facteurs déclencheurs de la crise**

Sur les facteurs déclencheurs immédiats de la crise ukrainienne, un rôle majeur incombe selon toute vraisemblance à la vaste mobilisation des Biélorusses contre l'élection volée de Loukachenko à l'été 2020. Dans l'optique de Vladimir Poutine, une fois de plus, sur des "terres russes", resurgissait le spectre d'une révolution de couleur, le risque de la contagion démocratique. Rétrospectivement, on peut penser que c'est aussi l'un des moteurs de l'aggravation continue de la répression en Russie même, à la faveur de la crise sanitaire. L'affaire biélorusse colore également la perception que le Kremlin a de l'évolution en Ukraine. Au même moment, dans ce pays, la politique de soutien à l'armée ukrainienne de l'administration Biden - et le transfert de drones de la Turquie à Kyiv - ne tardent pas à faire évoluer le rapport de forces au détriment des proxies russes dans le Donbass tandis que Zelenski s'attaque aux leviers d'influence de la Russie dans son pays.

La Biélorussie est au cœur de la guerre en Ukraine pour une autre raison que celle déjà indiquée : le retour de ce pays dans l'orbite de la Russie fournit aux stratèges du Kremlin une plateforme d'assaut sur Kyiv et toute une partie de l'Ukraine. **Par ailleurs, on ne peut**

s'empêcher de penser que la débâcle américaine à Kaboul en août 2021 a joué le même rôle incitatif dans l'esprit des dirigeants russes que la débâcle américaine en Syrie en août 2013.

Plus en amont, dans les relations entre Moscou et Washington, un autre élément de contexte mérite d'être noté. Le documentaire d'Antoine Vitkine illustre très bien ce que la période de la fin de l'administration Obama et du mandat de Donald Trump a dû être pour les nerfs de Vladimir Poutine et de ses conseillers. Les Russes craignaient l'élection de Hillary Clinton, considérée comme l'ennemie absolue de la Russie ; ils montent une opération d'interférence dans les élections américaines qui peut légitimement leur donner une impression de triomphe ; mais le règne du candidat de leur choix - Donald Trump - ne leur apporte guère de satisfaction. Après l'élection de Biden, ils doivent désormais compter avec un cheval de retour de la Guerre froide, qui n'est pas sans faiblesse certes mais ne nourrit aucune illusion sur le régime russe.

- ***Les motifs d'agir du pouvoir russe***

Enfin, la crise éclate à l'automne 2021 et l'invasion russe de l'Ukraine est lancée le 24 février 2022. Dans l'intense partie qui se déroule pendant plusieurs semaines pour tenter de trouver une issue à la crise, les Occidentaux - faisant preuve d'une cohésion qui sans doute désarçonne le Kremlin - cherchent différentes clefs pour rétablir un dialogue constructif avec Moscou. Parmi les motifs d'action possibles des Russes, trois peuvent fournir des pistes pour un traitement diplomatique.

D'abord, **la volonté de retrouver une relation d'égal à égal avec les États-Unis**, réputée une préoccupation majeure de la politique étrangère russe. C'est effectivement l'offre de Joe Biden d'une rencontre à Genève en juin 2021 qui avait permis de désamorcer la crise du début de l'année 2021. Des offres du même genre sont répétées en début 2022 mais cette fois sans résultat. Quelques jours avant l'attaque russe, le 21 février dernier, le Président Macron croit avoir obtenu un accord des deux intéressés pour un sommet Poutine-Biden, mais le Kremlin dément.

Un second motif d'action possible pour la Russie a trait à son inquiétude supposée concernant la sécurité européenne. On pouvait en trouver la preuve dans les exigences avancées par Moscou de "garanties de sécurité" pour la Russie, formalisées par les projets de traités qu'elle a transmis aux Américains et à leurs alliés en Europe. Là aussi, les Américains et l'OTAN, sans pouvoir discuter des textes inacceptables mis sur la table par les Russes, cherchent à nouer une négociation sur les équilibres de sécurité en Europe. Cela aussi est repoussé par le Kremlin. **Cette dérobade russe rappelle l'échec d'Emmanuel Macron à intéresser Moscou, dans les années précédentes, à une discussion sur une nouvelle architecture de sécurité en Europe : dans les deux cas, le Président français en 2019 puis les alliés en 2021 s'adressaient en fait au Vladimir Poutine d'avant le changement de paradigme de 2011-2014, pas à celui qu'ils avaient désormais en face d'eux.**

Restait la préoccupation proprement ukrainienne, la perception que l'on pouvait avoir au Kremlin d'une évolution défavorable aux intérêts russes dans ce pays. Pour y répondre, le Président français et le Chancelier allemand tentent de redynamiser les discussions en format Normandie. Cette relance échoue mais le Président Zelenski commence à reconnaître publiquement que l'Ukraine n'appartiendra pas de sitôt à l'OTAN, le Chancelier Scholz va porter lui-même ce message à Moscou le 15 février. Des ballons d'essai sont lancés côté ukrainien sur des concessions envisageables concernant le Donbass. **C'est l'un des aspects les plus surprenants de cette crise : le Président Poutine choisit la guerre alors qu'il**

n'était pas très loin d'obtenir par la "diplomatie" (en réalité par la menace de la guerre) les "garanties" qui lui paraissaient nécessaires sur le sujet qui semblait in fine le préoccuper vraiment, le dossier ukrainien.

A quel Vladimir Poutine avons-nous affaire désormais ?

Même s'il faudra avoir plus de recul pour définir le "nouveau paradigme" de l'attitude du régime de Vladimir Poutine à l'égard de l'Occident, de premiers constats s'imposent.

D'abord, la Russie est passée de l'affrontement surtout politique (à partir de 2011-2014) à l'offensive militaire, de la "guerre hybride" (cyber-attaques, etc.) à la guerre linéaire. C'est d'ailleurs ce que pouvait laisser présager un comportement agressif débridé depuis quelques années sur des théâtres extérieurs, y compris, d'un point de vue français, au Sahel. La direction russe a manifestement intériorisé l'idée - l'illusion peut-être - que l'Occident a renoncé à défendre ses positions. En second lieu, **un axe prioritaire de la politique de Vladimir Poutine aujourd'hui est le "rassemblement des terres russes", qui se confond avec un refus d'accepter toutes les conséquences du démembrement de l'empire soviétique**. Il n'est pas fortuit que l'invasion de l'Ukraine fasse suite au retour de la présence russe au Haut-Karabagh et au rétablissement du contrôle du Kazakhstan puis de la Biélorussie par Moscou. Mais cette pulsion vers le "rassemblement des terres russes", qui renvoie à la Russie de toujours, se combine avec un élément très contemporain, à savoir la volonté de mettre un terme, en conjonction avec la Chine, à la domination occidentale sur l'ordre mondial.

Il n'est pas sans importance que l'invasion de l'Ukraine prenne place quelques semaines après la signature de la déclaration conjointe sino-russe du 4 février ; or celle-ci constitue le manifeste d'un remplacement de la domination occidentale par un ordre alternatif. **Un extraordinaire document nous donne une idée précise de la manière de voir des dirigeants russes : l'éditorial de l'agence Novosti, mis en ligne par erreur le 26 février 2022 (avant d'être retiré), dont la diffusion était programmée le lendemain d'une victoire - anticipée comme très rapide - en Ukraine. Le texte indique clairement qu'au-delà de l'Ukraine, le succès des armes russes allait provoquer un ébranlement considérable de l'ordre mondial encore dominé (provisoirement) par l'Occident : au-delà de l'Ukraine, c'est une guerre pour changer le monde qu'a voulue Vladimir Poutine.**

Cette volonté de soutenir une sorte de duel à mort avec l'Occident se retrouve en permanence dans la communication des dirigeants de Moscou à destination du peuple russe ou dans le conditionnement de celui-ci par les médias officiels. Le discours de Vladimir Poutine du 24 février constitue un condensé saisissant d'une idéologie de la forteresse russe assiégée par un Occident hostile : *"L'Occident ne nous aime pas, il veut notre démembrement, il veut nous détruire"*. Dans les médias, se répand l'idée selon laquelle pour "dénazifier" l'Ukraine il faut en réalité "dé-ukrainiser" ce pays, mais aussi affaiblir un Occident qui soutient les néo-nazis contre la Russie. **La référence omniprésente depuis des années à la "Grande Guerre patriotique" se mue ainsi en une sorte de délire idéologique particulièrement agressif.**

Il semble que ce discours porte auprès de larges courants d'un peuple russe matraqué par la propagande, même si une grande partie de l'intelligentsia et de la jeunesse ne suit pas. La société civile est sévèrement réprimée. Une réalité alternative est imprimée dans les esprits : pour les Russes, l'agression n'a pas commencé le 24 février mais le 22, lorsque l'Ukraine a entrepris de déplacer ses forces vers le Donbass, "forçant Vladimir Poutine à réagir". Les horreurs constatées à Marioupol, Butcha ou ailleurs sont dénoncées comme des opérations de désinformation ukrainiennes. **L'enfermement de la Russie sur ses propres mythes est encore renforcé par le découplage économique avec l'Occident qu'entraînent les**

sanctions ainsi que par la fuite de nombreuses personnes jeunes et qualifiées. Des personnages autrefois modérés comme Dmitri Medvedev et Sergueï Lavrov tiennent désormais un discours haineux à la fois à l'égard de l'Ukraine et de l'Occident.

Combien de temps durera, de la part des Russes, ce soutien à la guerre ? Et quel sera à terme l'effet de l'éloignement qui s'est creusé entre Poutine et le sommet de l'appareil russe ? Ne faut-il pas prévoir des lendemains qui déchantent pour le régime poutinien, de même que les cercueils revenant d'Afghanistan avaient marqué le début de la fin pour le régime soviétique ? À plus brève échéance, n'est-il pas évident que le tsar a impérativement besoin d'une victoire, au moins dans le Donbass et le rivage de la mer d'Azov ? Et qu'il peut envisager sans hésiter le recours à des moyens extrêmes, y compris des armes nucléaires, s'il le juge nécessaire ? En cas de victoire dans l'Est du pays ne serait-il pas poussé à plus ou moins brève échéance à reprendre l'offensive vers Kyiv ?

La guerre de Vladimir Poutine

À défaut de pouvoir répondre à ces questions, constatons que la guerre de Vladimir Poutine projette le monde dans un nouvel univers, en fait totalement inconnu. D'une part, le dictateur russe peut soutenir une guerre longue en Ukraine qui aura des effets dévastateurs pour tous les équilibres au sein du vieux continent ; d'autre part, c'est l'ensemble de la globalisation qui serait en jeu si Pékin commet l'erreur d'aller trop loin dans son soutien à Moscou, et donc de provoquer des sanctions massives des États-Unis à l'encontre de la Chine. Les prolongements dans le "reste du monde" peuvent aussi se révéler considérables.

Par ailleurs, le dirigeant russe nous paraît coupé des réalités et en proie à une sorte de fièvre idéologique nationaliste ; **il n'est pas pour autant irrationnel, il ne cesse pas d'être calculateur, comme le note la grande spécialiste Fiona Hill dans de récentes interviews.** Or s'il y a une variable que peut maîtriser l'Occident - et qui est un facteur majeur de la vision du monde de Vladimir Poutine - c'est le rapport des forces avec la Russie ; c'est la leçon principale d'un "retour d'expérience" des vingt dernières années, encore renforcée par un premier examen des circonstances qui ont conduit à la guerre en cours. **Les États-Unis et leurs alliés n'ont donc d'autre choix que de viser à ce que l'appareil militaire russe, la capacité d'agression de la Russie, sortent le plus affaiblis possible de l'aventure dans laquelle le chef actuel du Kremlin a précipité son pays.** Cela suppose en particulier pour les Européens une révision complète de leurs politiques pour rétablir une capacité de dissuasion et une indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Ce sera de plus en plus aux Européens eux-mêmes, en bonne intelligence certes avec les Américains, de traiter avec leur grand voisin.

Ces deux conditions remplies - une Russie plus faible, une Europe plus forte - il sera temps d'examiner dans quelles conditions rétablir des ponts avec Moscou, et surtout avec les élites et la société russe. Cela sera-t-il vraiment envisageable si Vladimir Poutine est toujours à ce moment-là à la tête de son pays ?